



Parler de ce dont on ne parle pas

Elle est souvent là où on ne l'attend pas, au côté de ceux dont on ne parle pas ou trop peu, avec toujours un mouvement d'avance sur les autres. À la tête du Centre interdisciplinaire de recherche sur les familles et les sexualités (UCL), avec ses étudiants Bachelor ou Master ou sur « ses terrains », la professeure Laura Merla observe, témoigne et rend signifiante la complexité des changements dans la vie des familles. « Allons voir ! » nous invite-t-elle sans a priori et avec une envie joyeuse d'ouvrir les portes de demain.



Filiatio - Avant de détailler le projet « MobileKids » sur lequel vous allez travailler pendant 3 ans et demi encore, nous aimerions comprendre pourquoi et comment il s'intègre dans votre trajectoire scientifique.

Laura Merla - J'ai décroché le projet « MobileKids » dans le cadre d'un appel de la Commission Européenne (European Research Council Starting Grant) dont la visée est de repousser les frontières de la science. La volonté du Conseil européen de la recherche est d'aider à développer des projets qui sortent des sentiers battus. Des projets qui présentent un facteur de risque important. Autrement dit, on pose des questions qui ne sont pas évidentes à traiter, pour lesquelles les réponses ne sont pas forcément toutes faites. Et qui dit « risque important » dit aussi que ces projets peuvent s'accompagner d'un grand facteur de gain, qu'ils vont pouvoir contribuer de manière considérable à l'avancement de la connaissance scientifique.

Devant une telle perspective qui allait m'engager pour cinq ans, mon point de départ a été de m'interroger sur le projet de mes rêves, autrement dit : "Sur quoi ai-je envie de travailler ? »

Je souhaitais continuer à étudier le maintien ou non des liens familiaux dans un contexte de séparation physique et de distance géographique. Or, dans mon domaine, deux grands champs s'y attellent : celui des familles transnationales dans un contexte de migration internationale et celui de la multi-localité qui lui, traditionnellement, envisage davantage la multi-localité au sein des frontières nationales. Ce sont deux littératures qui se parlent peu : la multi-localité est plutôt ancrée en géographie sociale alors que les familles transnationales relèvent plutôt des sciences sociales. J'avais envie de faire se parler ces deux champs d'étude.

Filiatio – Votre projet s'inscrit aussi dans le prolongement de la recherche sur l'intérêt supérieur de l'enfant, conduite avec votre collègue Jacques Marquet.

L.M. - J'ai aussi eu envie de partir du point de vue des enfants. Pour une question historique d'abord : en sociologie, et principalement en sociologie francophone, on a peu développé des travaux au départ du point de vue des enfants. Quand on travaille en sociologie de la famille autour des parentalités, c'est généralement le point de vue des parents qui est pris en compte. Et les enfants ? Finalement, on les approche au travers de ce que les parents nous en disent. En outre, travailler sur le point de vue des enfants me permet, sur le plan méthodologique, d'explorer d'autres méthodes que celles que j'ai utilisées jusqu'à présent. On n'interroge pas des enfants de la même manière que des adultes.

Les questions du divorce et de l'hébergement alterné sont arrivées très vite parce qu'elles m'ont semblé représenter cette situation dans laquelle la problématique de la multi-localité se pose de manière tout à fait intéressante puisqu'on est face à des enfants qui vivent en alternance dans deux lieux de vie différents. Vivant en plus en Belgique, un pays qui est, au plan juridique, précurseur de la valorisation de l'hébergement alterné égalitaire, je suis bien placée pour observer ce quotidien autour de moi.

Au départ, je voulais un projet dans lequel je travaillais à la fois avec des enfants qui vivent l'hébergement alterné transfrontalier et au sein de frontières nationales, puis, très vite, j'ai mis de côté la partie transnationale parce que je me suis dit qu'on savait déjà tellement peu de choses sur les enfants en hébergement alterné au sein des frontières d'un même pays que, dans un premier temps, c'était à cela qu'il fallait s'intéresser.

Filiatio – Est-ce erroné d'affirmer que ce qui caractérise votre trajet de recherche est le fait de mettre en lumière les changements émergents dans nos sociétés et de chercher à souligner ce qu'il y a de positif dans ces situations ?

L.M. - Je pense que ce qui caractérise mon parcours scientifique, c'est cette envie de parler de ce dont on ne parle pas. A l'époque où j'ai fait ma thèse de doctorat sur les pères au foyer, "tu n'en trouveras pas, ça n'existe pas" est une des premières choses que l'on m'a dites quand j'ai annoncé mon sujet. Mon approche était différente : puisqu'on parlait d'une évolution sociétale au niveau des pratiques de genre et de répartition entre travail domestique et travail salarié, entre les femmes et les hommes, je voulais aller voir ceux qui poussent les choses le plus loin tout en sachant qu'effectivement, ils sont peu nombreux. J'étais convaincue – je le suis toujours – qu'en s'intéressant à cette situation-là, on pouvait aussi éclairer des processus plus larges, comprendre ce qui se passe chez ceux qui ne les mettent pas en place, notamment en identifiant les obstacles.

Filiatio – La littérature scientifique d'aujourd'hui, principalement anglo-saxonne, scandinave et flamande, et quantitative, a établi que les enfants qui vivent en hébergement alterné égalitaire, y compris dès le plus jeune âge, présentent, en termes d'estime de soi et de satisfaction de vie, des indices tout à fait positifs, plus ou moins semblables aux enfants de couples mariés, et en tous les cas nettement meilleurs que les enfants qui vivent majoritairement avec un seul parent. Mais, c'est comme si cette littérature cherchait à répondre à une critique tacite.

L.M. - Notre projet en soi ne porte pas un regard positif sur l'hébergement alterné égalitaire dans trois pays différents. Il s'intéresse à cette situation qui est principalement traitée sur le mode « Est-ce que c'est bon ou pas en termes de bien-être pour les enfants ? ». C'est vrai qu'il y a chez nous une volonté de partir d'un autre constat : « l'hébergement alterné existe et concerne des milliers d'enfants. Donc, allons voir concrètement dans leur quotidien s'ils s'approprient ces modèles d'hébergement ? Comment se dépatouillent-ils ? Comment se construit-on un sens du chez soi quand on a deux maisons ? Quel regard portent-



ils sur leur mobilité ? Et, aussi, quelles pratiques développent-ils ? On a à faire à des enfants et à des adolescents qui s'autonomisent et qui sont également des acteurs du mode de garde mis en place par les parents.

On peut dire que le projet est formulé de manière positive, dans le sens où l'on essaie de savoir si de nouvelles compétences se développent, si les enfants deviennent en partie maîtres de situations dans lesquelles on les place, quelles résistances mettent-ils éventuellement en place pour essayer d'influencer leurs modes de vie. Pour autant, on ne fait pas l'économie de s'intéresser à ce qui ne fonctionne pas. Quand j'ai travaillé sur les pères au foyer, j'ai mis en avant toute une série d'obstacles, un manque de reconnaissance, ... Dans le cas des enfants, sur le terrain, on va observer des éléments négatifs et l'idée n'est certainement pas de mettre le couvercle sur ce qui ne va pas et de mettre en avant ce qui va bien.

Filiatio - Quand certains de vos collègues se posent la question de l'incidence des formes d'hébergement sur le bien-être et l'estime de soi des enfants, ils mesurent des choses qui certes sont importantes mais elles ne nous disent rien de la capacité d'agir de ces enfants. D'une part, on nous donne à voir une photo mais pas une vidéo ; d'autre part, le point de vue est celui du spectateur, les adultes, mais on n'a pas le son des acteurs, la parole des enfants.

L.M. - Dans un dispositif plutôt quantitatif et hypothético-déductif, on va émettre une série d'hypothèses et on va essayer de les tester en les mesurant. Certaines hypothèses vont être positives, d'autres négatives. Puis, on va mener une grande enquête, on va quantifier les choses et on va essayer de voir quel est l'impact de telle ou telle variable sur la situation. On va se dire : "Est-ce que le conflit parental par exemple est une variable qui permet d'expliquer pourquoi certains enfants vont bien et d'autres ne vont pas bien ? Est-ce que la catégorie sociale est quelque chose qui permet d'expliquer les différences

que l'on peut observer par rapport au bien-être ?" Cela permet de générer des données qui vont couvrir un grand nombre de personnes. On va constituer des échantillons représentatifs et on va pouvoir poser des constats qui ont une visée de généralisation.

Dans un dispositif qualitatif et plus inductif, comme le mien, on se confronte à des processus très complexes et pour pouvoir les comprendre, il faut travailler sur un petit nombre de personnes, constituer avec les enfants un « terrain approfondi », recueillir leurs points de vue,

MobileKids par le menu

L.M. - Quatre enquêtes se déroulent en parallèle. Elles ont toutes démarré.

La première recherche se passe en France, à Lyon et elle se centre sur l'usage du smartphone. Quel usage les enfants en hébergement alterné font-ils du smartphone, à la fois pour coordonner leur existence, à la fois pour coordonner les transitions ou les continuités entre leurs deux foyers en collaboration d'ailleurs avec leurs parents ? Quel usage en font-ils aussi pour maintenir des liens de continuité avec leur groupe de pairs, leurs amis ? Enfin, quel usage en font-ils pour se construire leur propre identité familiale : que racontent-ils d'eux, comment mettent-ils en scène leur vie de famille sur les réseaux sociaux ?

La deuxième enquête en Italie, à Turin, qui démarre maintenant, identifie et étudie les micro-pratiques de résistance que les enfants peuvent mettre en œuvre pour essayer de peser sur la manière dont leur quotidien est organisé. Par exemple : "ça m'ennuie de devoir alterner à telle fréquence et, donc, je vais peut-être faire exprès d'oublier mon sac à chaque fois chez papa au moment où il faut faire la transition chez maman ». Ou encore : « j'apprécie modérément ma belle-mère, je n'aime pas le fait de devoir partager un lieu de vie avec elle, et systématiquement, je vais faire exprès de mettre à la télé les programmes qui ne lui plaisent pas et je vais piquer une crise dès qu'elle va vouloir mettre les siens ». Sans oublier le classique : "je vais passer tous mes week-ends chez mon petit copain".

L'entrée de la première enquête « belge » pose la question de l'espace. Comment se construit-on un chez soi quand on a deux maisons ? Comment la place que l'enfant occupe dans la famille va déterminer les types d'espace qu'il va pouvoir investir dans les deux foyers, et inversement ? L'espace a ses propres contraintes et peut par conséquent avoir une influence sur la manière dont on se construit une place. Il y a des jeunes par exemple qui ont l'impression d'être tout le temps comme des hôtes à l'hôtel et jamais vraiment chez eux. D'autres peuvent ne pas avoir la clé d'un des deux logements : « Qu'est-ce que ça veut dire ? Est-ce vraiment chez moi ? »

La dernière recherche concerne des couples d'origine ethnique différente et qui ont mis en place un hébergement alterné. La dimension supplémentaire qui est étudiée dans ces cas-là est la question de la transmission de la culture d'origine. Comment fonctionne cette transmission quand on vit dans deux foyers différents et quand on a son enfant une semaine sur deux ?

Je voudrais préciser que si l'entrée de chaque recherche n'est pas la même, chacun des projets répond à des questions transversales qui, elles, sont identiques : tout le monde travaille sur l'espace, tout le monde travaille sur l'usage des technologies de l'information et de la communication, tout le monde interroge les parents, ... Lors de la première rencontre avec les jeunes qui participent aux enquêtes, toute l'équipe a le même canevas, c'est la même activité, on pose à peu près les mêmes questions. Les problématiques du genre et des catégories sociales sont également transversales.

leurs histoires et essayer de comprendre de manière très fine, à partir de leurs témoignages et de leurs pratiques, les principaux ressorts du phénomène étudié. L'idée alors n'est pas du tout de produire quelque chose qui soit généralisable.

Nous travaillons avec un petit nombre de personnes. C'est aussi (les) la limite(s) des quatre enquêtes de « MobileKids » ; chacune n'est représentative que d'elle-même. On pourra évidemment proposer des généralisations mais en les contrastant, en faisant dialoguer nos résultats avec les résultats d'autres enquêtes qui sont menées ailleurs en Belgique ou en Europe et au-delà.

Une autre dimension de notre enquête qualitative est qu'elle étudie un processus de construction identitaire, ce qu'on appelle la socialisation. C'est l'entrée première dans la recherche qui est de se dire que les enfants sont éduqués, apprennent à être les citoyens de demain, au croisement entre ce que leur apprennent l'école et les médias et ce qu'on appelle la socialisation familiale, cette transmission qui est faite par la cellule familiale. On sait beaucoup de choses de la socialisation familiale quand papa et maman vivent ensemble. Mais,

ici, on est face à une situation qui est inédite et qui en même temps reflète les évolutions de la société dans laquelle les enfants grandissent dans deux foyers, et pas dans un seul, et dans laquelle on peut développer des manières de socialiser les enfants qui peuvent être très différentes. Cela renvoie à des transformations plus globales, c'est-à-dire que ce sont des enfants qui incarnent des processus qui traversent la société dans son ensemble.

Filiatio – Son titre, « MobileKids » renvoie à cette dynamique du changement, du processus en mouvement ?

L.M. – Aujourd'hui, on nous demande de plus en plus d'être mobiles, nous adultes, dans nos vies professionnelles. Nos vies affectives aussi sont de plus en plus mobiles et instables. Notre recherche concerne des enfants qui apprennent à vivre dans un contexte de mobilité dès le plus jeune âge. D'où cette hypothèse que, potentiellement, ce contexte les équipe d'un certain type de capital qu'ils vont peut-être pouvoir mobiliser plus tard dans leur vie professionnelle. Nous d'essayer d'identifier et de comprendre les conditions qui peuvent faire en sorte que les enfants développent effectivement ce capital ou, au contraire, ne le développent pas.

Filiatio – Quels sont les stratégies et les outils mis en place pour informer à propos des résultats de la recherche. Qui et à quoi est-elle destinée ?

L'objectif de transmission est au cœur de la recherche et s'articule autour d'une visée scientifique, d'une visée « politique », d'une visée de sensibilisation des acteurs de terrain.

Du point de vue purement scientifique, il s'agit au moyen de publications, de présences dans les colloques et les associations de sociologie d'essayer de faire avancer la sociologie de l'enfance, de la jeunesse, des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication, NDLR), de l'espace.

La visée politique est représentée par un aspect du projet dont je n'ai pas encore parlé et qui est d'analyser les politiques publiques qui encadrent ces familles dans les trois pays. Pour ce faire, on collabore avec le réseau européen COFACE de défense des familles qui, sur la base de nos résultats, va émettre des recommandations politiques.

Nous avons également mis sur pied une stratégie de collaborations tout au long du projet avec des professionnels que nous sollicitons à intervalles réguliers. Nous nous sommes constitué un groupe de « sages » qui nous accompagnent, avec lesquels parler de nos dispositifs, de la manière d'aborder notre terrain, des cadres législatifs, pédagogiques, ...

En rapport avec notre visée de dissémination, nous avons prévu de partager nos résultats préliminaires lors de petits événements avec des acteurs de terrain, notamment de l'école, événements qui se conçoivent comme un dialogue. Des valisettes pédagogiques seront réalisées en collaboration avec les acteurs de terrain. Et de même, en bout de recherche, nous organiserons des journées d'échanges autour des résultats.

Regarder au-delà de la France

Filiatio – Quel regard portez-vous sur la recherche en matière familiale en Fédération Wallonie-Bruxelles?

L.M. – En fait, le CIRFASE (Centre interdisciplinaire de recherche sur les familles et les sexualités) est le seul centre d'étude en Fédération Wallonie-Bruxelles dont l'objet clairement identifié est : les familles et les sexualités. C'est évidemment lié à l'histoire de l'Université Catholique de Louvain (UCL) puisqu'elle est la seule université en Belgique francophone qui, à une époque, a eu un institut d'études de la famille. Nous sommes les seuls du côté francophone à proposer un master en sciences de la famille et de la sexualité. Il faut même insister : l'UCL n'a pas du tout une vision traditionnelle et conservatrice de la famille et des sexualités ; au contraire, nous sommes à la pointe de la contemporanéité en accueillant, par exemple, un colloque sur la reconnaissance des couples et familles LGBT en Europe, au moment où je vous parle.



MobileKids est fondamentalement un projet scientifique de recherche fondamentale mais avec une visée d'impact sociétal.

Filiatio - Que pensez-vous de cette assertion d'un de vos collègues flamands qui déplore le fait que le Nord et le Sud du pays, dans votre champ de recherche, n'aient pas d'espace construit où se rencontrer régulièrement ?

L.M. : C'est un problème qui, au départ, est probablement linguistique et culturel. Il existe d'un côté une association belge des sociologues et anthropologues francophones et de l'autre, une association de sociologie qui est flamande. Et, en termes de tradition scientifique, les collègues flamands sont beaucoup plus tournés vers le champ d'étude anglo-saxon alors que les francophones sont plutôt tournés vers la sociologie française. Ce n'est pas mon cas et je fais un peu figure d'exception à ce niveau. Je mobilise davantage de références anglo-saxonnes et anglophones de manière générale. Je suis donc amenée à rencontrer davantage mes collègues flamands.

Enfin, et la situation est spécifique à l'UCL, après le traumatisme de la scission UCL-KUL, il y a eu toute une période où les gens ne se sont pas parlé. Aujourd'hui, le divorce est digéré, la nouvelle génération est là, les liens commencent à se renouer. Là par exemple, je mène tout un projet en collaboration avec la KUL, la partie francophone de l'enquête LadS (Leuven/Louvain Adolescents Survey.) auprès des adolescents et ça se passe vraiment bien.

Un mot encore sur les financements de la recherche : ils partent dans deux directions : d'un côté, ils se régionalisent et ça n'encourage pas les collaborations Sud-Nord; de l'autre côté, ils s'europanisent et on monte donc des projets mais avec des équipes étrangères, et pas avec des équipes intérieures. La Commission européenne est un des principaux bailleurs de fonds de la

recherche scientifique. Pour nous, en sociologie de la famille, cela présente l'avantage qu'au niveau international, nous ne rencontrons aucune difficulté à convaincre la sphère publique d'investir sur des questions - la famille en est une - qui sont considérées comme liées à la sphère privée. Les autres pays ont une grosse tradition de recherche en sociologie de la famille, ce qui n'est pas le cas en Belgique.

Propos recueillis par Arrigo Zanella

